

NTELA

____ N° 03, Vol. 1, Janvier-Juin 2022 ____



ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Couverture : Figure de chasseur bantou de l'Afrique centrale. Statuette collectée par le Laboratoire d'Anthropologie et d'Histoire (actuelle Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi), entre les années 1975 et 1980. Dans les langues kongo de cette sous-région, le bon chasseur est justement appelé « *NTELA* ». Par métonymie, ce nom symbolise l'homme constamment animé par la quête des savoirs et des connaissances ; un scientifique qui cherche, qui trouve et qui partage ses trouvailles avec les autres au moyen de la publication.

Les opinions exprimées dans les différents textes publiés ici sont celles de leurs auteurs. Elles n'engagent nullement la Revue *NTELA*

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
E-mail : cura.congobrazza@gmail.com

NTELA

_____ N° 03, Vol. 1, Janvier-Juin 2022 _____

ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Publications semestrielles de la Revue NTELA

Directeur de publication

Yvon-Norbert GAMBEG

Rédacteur en chef

Jean Félix YEKOKA

Comité de rédaction

Jacques Nkeoua Oumba, Paul Kibangou, Régina Patience Ikemou, Rony Dévyllers Yala Kouanzi, Samuel Kidiba, Dieudonné Mouakouamou Mouendo, Didace Kevin Kouloungou Boungou, Jean-Bruno Bayette, Dreid Miché Kodja Manckessi.

Comité scientifique

Jean-François Owaye, Professeur, Université Omar Bongo (Gabon), Miche-Alain Mombo, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Georges-Claude Tshund'Olela, Professeur, Université de Kinshasa (RD. Congo), Omer Massoumou, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Françoise Blum, Professeur, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne (France), Bienvenu Boudimbou, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Joachim Emmanuel Goma-Thethet, Professeur, Adon Simon Affessi, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Université Marien Ngouabi (Congo), Dieudonné Tsokini, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Pierre Yvon Ndongo Ibara, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Joseph Zidi, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Henri Yambéné Bomono, Professeur, Université Yaoundé 1 (Cameroun), Jean Félix Yekoka, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Rogacien Tossou, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Université Marien Ngouabi (Congo), Yvon-Norbert Gambeg, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Sophie Pulchérie Tape, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Amuri Mpala Lutébélé, Professeur, Université de Lubumbashi (RD. Congo), Didier Ngalebaye, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo).

SOMMAIRE

Éditorial	13
------------------	----

Articles

I. HISTOIRE

Karl Laman et l'évangélisation de la vallée du Niari (1909-1947) : une étude hymnologique

Aris Cristel KIBAMBA KIBOULOU, Joseph ZIDI 19

Immigration, religion et schisme politique en Côte d'Ivoire de 1990 à 2010

Kouakou Laurent ASSOUANGA 41

Les procès politiques dans l'histoire congolaise (1968-1978)

Étanislas NGODI 57

La politique de développement routier en Côte d'Ivoire de 1960 à 1980

Loukou Bernard KOFFI 81

Korékipra : un village musulman en pays bété (côte d'ivoire)

Diakaridja OUATTARA 95

Femme et voile dans la société musulmane au Cameroun du XIX^e au XX^e siècle

Liliane Dalis ATOUKAM TCHEFENJEM 111

Monseigneur Anatole Milandou, Archevêque Émérite de Brazzaville : vie et œuvres (1946-2021)

Armand Brice IBOMBO 143

Le réseau routier ivoirien : contribution d'un système de transport dans la croissance et le développement de la Côte d'Ivoire de 1960 à 2000

Laurent Abé ABÉ 161

Appropriation de la lagune par les Aïzi : patrimonialité et mythe de la domanialité des génies, du XVIII^{ème} siècle à 1930

Éric PETE 181

Essai d'analyse historique du bellicisme beembe du XVIII ^e au XX ^e siècle	
Serge Rufin KAYA BILALA	203
État de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (2013-2019) : opportunités et défis	
Wend-Vénègda Arsène DIPAMA	223
Les changements sociaux en pays odzukru : les classes d'âge à l'épreuve de la modernité	
Nome Rose De Lima ESSOH	249
Le Conseil de gouvernement de Côte d'Ivoire face aux problèmes de l'éducation de 1957 à 1958	
Yao Marcel KOUAKOU	271
Organisation et problèmes du réseau ferroviaire (CFCO-COMILOG) au Congo de 1921 à 2018	
Bertin Gualbert MBANI	291

II. GÉOGRAPHIE

La commercialisation du riz local en Côte d'Ivoire : acteurs et circuit de distribution dans la région du Goh (centre-ouest de la Côte d'Ivoire)	
Koffi Joachim KOTCHI	315
Les eaux usées dans la ville de Touba (Côte d'Ivoire) : entre pollution du cadre de vie et moyen de production agricole	
Bazoumana DIARRASSOUBA, Karidia DIOMANDÉ	333
Caractérisation des crues et perception endogène des populations dans la basse vallée du bassin versant de l'Ouémé à Bonou au Bénin	
Sophiatou SEIDOU, Hilaire S. AIMADE, Cintia Karen K. A. AHOUANOGBO, Émile Y. ATIYE, Marc SOHOUNNON, Expédit W. VISSIN	351
Les enjeux fonciers et socioéconomiques de l'agriculture urbaine à Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire)	
Tiéoura Hamed COULIBALY	379
L'Histoire des savanes ouest-africaines	
Ali DIABIGUILE	397

Stratégies de sécurisation et modes d'accès au foncier urbain à
Korhogo, au nord de la Côte d'Ivoire
Yéboué Stéphane Koissy KOFFI, Foungnigué Robert OUATTARA 411

Valorisation des potentialités touristiques en faveur du développement
local du département de Kounahiri (Côte d'Ivoire)
Djénan Marie Angèle KARAMOKO 431

III. PHILOSOPHIE

De la légende de l'incapacité du Négro-Africain à philosopher.
Réflexion sur les enjeux du rétablissement de la conscience historique
Anselme MBEMBA-MPANDZOU 447

Le jeu dans l'éducation chez Platon et Aristote : un paradigme pour une
culture de la paix sociale
Koudou François OZOUKOU 473

La continuité et la discontinuité comme marque de progrès scientifique
dans l'épistémologie bachelardienne
Yves Romaric GOLI KOUASSI 479

De l'éducation à l'humanisme chez Jean-Jacques Rousseau : condition
de possibilité de paix et de respect des droits de l'homme dans la
prévention contre l'extrémisme violent au Mali
**Nacouma Augustin BOMBA, Belko OUOLOGUEM, Souleymane
KÉÏTA** 497

La problématique de la propriété foncière en Afrique : une lecture à
l'aune de l'éthique de John Locke
N'guessan Julien KOUAMÉ 515

Crise du paradigme démocratique dans la modernité politique en
Afrique : quelles approches philosophiques ?
Komla FADEME 533

L'avenir de l'espèce humaine et le transhumanisme
Kadio Mathieu ANGAMAN 535

Penser et construire l'Université du présent en Afrique
Ayuba LAWANI 551

ÉDITORIAL

Faut-il le rappeler ? En janvier 2021, malgré les perturbations que connaît le monde à cause de la crise sanitaire due au Covid-19, le Centre Universitaire de Recherche sur l'Afrique (CURA) décidait de lancer un appel à contribution pour le premier numéro de la revue *Ntela* à paraître en juin de la même année. Celui-ci paraîtra dans les délais prescrits, avec des textes venus du Congo, du Cameroun, de la Côte-d'Ivoire et de la France. La machine était alors lancée.

Il subsistait tout de même quelques incertitudes. L'on se posait, entre autres, les questions de savoir si l'on tiendrait la promesse de produire un numéro par semestre, si l'on aurait assez de textes pour chaque numéro, et surtout, si l'on serait capable de tenir le rythme, de gérer les flots des sollicitations et d'être toujours dans les délais, avec la même rigueur et la même volonté. Pour ce faire, nous nous faisons une promesse : tenir bon, quelles qu'en soient les circonstances et les difficultés. C'est dans cette perspective que, malgré le prolongement de la crise sanitaire, les gestionnaires de la revue *Ntela* vont réussir à faire paraître, en décembre 2021, le numéro deux, en deux volumes. L'engouement des chercheurs à diffuser leurs trouvailles malgré le climat de morosité qui règne en ce moment était tel que, des douze articles que comptait le premier numéro, la revue était passée à une cinquantaine, venus d'horizons variés, mais de plus en plus centrés sur l'espace africain. C'était la preuve que la marche de *Ntela* était appelée à se poursuivre.

Après ce deuxième pas de *Ntela*, somme toute réussi, voici le troisième numéro ! Comme dans le précédent, il compte deux volumes constitués chacun d'articles venus d'horizons différents, de domaines variés, mais toujours liés aux lettres et aux sciences sociales et humaines. C'est ici la preuve évidente du parcours fulgurant que réalise la revue *Ntela* dans sa contribution à la diffusion des résultats sur la recherche en Afrique. C'est aussi la preuve de l'audience dont elle bénéficie progressivement de la part des Universitaires africains et de la diaspora. La tâche s'avère ardue, interminable et grande, mais noble. Voilà pourquoi le CURA mobilise toutes ses ressources afin de mériter la confiance que lui témoigne la communauté savante et universitaire.

Depuis les temps les plus anciens, l'Afrique s'est toujours placée du côté de l'histoire, soit en tant qu'actrice, soit comme victime des dynamiques qui expliquent la marche du monde. Les épisodes de la traite négrière écumante et de la colonisation ont été particulièrement

violents pour elle. Heureusement, ceux-ci n'ont guère réussi à ôter à l'Afrique ce qu'elle a de plus cher : son identité construite autour de ses us et coutumes, ses valeurs culturelles fondamentales qui constituent l'étiquette de son âme et qui proclament la beauté de son humanisme.

En effet, même après les chroniques de l'esclavage et de la colonisation, l'Afrique est restée un « continent convoité », menacé par de graves crises, des violences terribles et des perturbations conjoncturelles et structurelles. Leurs *modus vivendi* sont régulièrement interrogés, tant les défis que l'Afrique est appelée à relever restent permanents. La vie rurale et urbaine, les avatars politiques des choix opérés dans les sphères publiques, les épidémies, les violences de tous genres, les mutations imposées par les prouesses des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle, le terrorisme, les migrations, la faim, les changements climatiques et leurs conséquences subséquentes, les crises institutionnelles et éducatives, le foncier, sont autant de problèmes complexes qui se présentent aux Africains en termes de défis à relever. *Ntela* observe que les universitaires africains, chacun dans son domaine, investissent davantage le champ de ces questions, pour interroger la place de l'Afrique dans le monde et pour évaluer ses capacités de résilience en vue d'être maître de son destin. C'est dire que l'engouement des chercheurs africains vis-à-vis des problèmes qui minent leurs sociétés et face aux enjeux de l'heure est une attitude qui tend à réduire significativement le vaste pré-carré de réflexions et d'analyses que des chercheurs venus d'ailleurs se sont taillé en Afrique depuis des lustres.

C'est là un signe positif ! Positif aussi est ce choix d'ouvrir des brèches entre chercheurs afin qu'ils se placent sur des trajectoires des courants féconds. Le choix de *Ntela* d'être une revue interdisciplinaire est totalement assumé, car il permet un dialogue entre disciplines, entre auteurs, ainsi que cela s'observe à travers les articles publiés dans ce 3^e numéro. Ce premier volume compte vingt-neuf textes, repartis de la manière suivante : quatorze textes consacrés aux sciences historiques, sept d'obédience géographique et huit d'essence philosophique. Dans ce volume, l'Histoire se fait la part belle.

Dans les textes de ce volume, quelles qu'en soient les approches et les orientations choisies, les auteurs s'intéressent aux sociétés africaines d'hier et d'aujourd'hui, dans leur variété identitaire, leur complexité phénoménologique et leur diversité culturelle. Tout cela pour dire que l'Afrique est une et plurielle. Les problématiques saillantes y tournent autour du développement socioculturel et économique, des religions,

des croyances, de leur incidence sur l'environnement socioculturel et sur les questions d'altérité. En félicitant les auteurs pour cet investissement spirituel et intellectuel, *Ntela* souhaite une bonne pérégrination savante à ses lecteurs !

Professeur Yvon-Norbert Gambeg
Directeur de publication

I. HISTOIRE

Immigration, religion et schisme politique en Côte d'Ivoire de 1990 à 2010

Kouakou Laurent ASSOUANGA*

Résumé

La ruée des étrangers originaires des pays sahéliens vers la Côte d'Ivoire, havre de paix et oasis de prospérité, entraîne une rupture des équilibres religieux dans le pays d'accueil. L'islam connaît, par le jeu de l'immigration, un bon spectaculaire en passant de 30% à 41% de la population active tandis que le christianisme subit un recul relatif en déclinant de 32% à 29%. Étude déductive et inductive fondée sur le croisement des données et la confrontation des sources, cet article a pour but de décrypter le poids des étrangers dans la reconfiguration de la cartographie religieuse de la Côte d'Ivoire. De même il vise à déceler les antécédents politiques subséquents. Les enquêtes réalisées indiquent que le dynamisme de l'islam en Côte d'Ivoire est consécutif à la ruée des sahéliens (90% Musulmans) et non d'un prosélytisme religieux en dehors des zones de prédilections de cette religion [septentrion ivoirien et communauté malinké au Sud]. Par ailleurs, cette communauté musulmane est autant source d'anxiété politique que de convoitises électorales.

Mots-clés

Religion, Islam, Christianisme, Schisme, Étranger.

Abstract

The rush of foreigners from the Sahelian countries to Côte d'Ivoire, a haven of peace and oasis of prosperity, leads to a breakdown in the religious balance in the host country. Islam experienced a spectacular leap through immigration, rising from 30% to 41% of the active population, while Christianity suffered a relative decline, declining from 32% to 29%. A deductive and inductive study based on the crossing of data and the confrontation of sources, this article aims to decipher the weight of foreigners in the reconfiguration of the religious cartography of Côte d'Ivoire. It also aims to identify subsequent political antecedents. The surveys carried out indicate that the dynamism of Islam in Côte d'Ivoire is due to the rush of Sahelians

*Maître Assistant d'histoire, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) /
E-mail : laureass@yahoo.fr

(90% Muslims) and not to religious proselytism outside the preferred areas of this religion [Ivorian north and Malinké community South]. Moreover, this Muslim community is as much a source of political anxiety as of electoral covetousness.

Keywords

Religion, Islam, Christianity, Schism, Foreigner.

Introduction

Terre de convergence et d'accueil, la Côte d'Ivoire connaît dès son accession à l'indépendance en 1960, une ruée des étrangers sur son sol. Cette immigration sans précédent est fille de sa stabilité politique et de sa prospérité économique. L'essor des cultures de rente (Café, Cacao) draine en Côte d'Ivoire des milliers de travailleurs voltaïques (J. L. Topka, 2006, 221p). Pris dans l'étau des terres arides et infertiles du sahel, des sécheresses qui assèchent les cours d'eau et déciment le bétail (1974, 1984) et des invasions arédiennes qui anéantissent récoltes et greniers, Voltaïques et Maliens investissent les bassins forestiers ivoiriens. Corrélativement à la conquête des terres propices aux cultures de rente, Sénégalais, Nigériens, Mauritaniens et Guinéens prennent d'assaut le secteur informel ivoirien. Outre l'embellie économique, la Côte d'Ivoire, « oasis de paix » dans une Afrique en proie aux putschs et aux guerres civiles, donne gîtes et couverts aux réfugiés et exilés politiques de la Guinée. Sous prétexte de complots, le président guinéen, Sékou Touré, multiplie procès expéditifs, torture [Diète noire ou Mort par inanition], purges et exécutions sommaires contre ses adversaires politiques (I. B. Kaké, 1987, p. 153). Si pour des impératifs économiques et politiques ces étrangers se ruent vers le sol ivoirien, il n'en demeure pas moins que leur présence massive entraîne une rupture progressive des équilibres religieux préexistants en Côte d'Ivoire. En effet, la majorité des étrangers (Sahéliens et Guinéens) en Côte d'Ivoire sont originaires de pays où l'islam, nonobstant la laïcité de principe dont ils se réclament, a valeur de religion d'État. Par le jeu de l'immigration, l'islam supprime progressivement le christianisme ; il suscite alternativement crainte, stupeur et convoitise des Musulmans au sein de la classe politique ivoirienne. Comment la ruée des étrangers vers la Côte d'Ivoire influence ou modifie la cartographie religieuse et génère des précédents politiques sur l'échiquier ivoirien de 1990 à 2010 ?

Selon l'Office de la Migration International (OIM), l'immigration découle de l'entrée dans un pays ou une aire géographique donnée, de personnes étrangères qui y viennent pour un long séjour ou pour s'y installer. Pour Marie-Claude Blanc-Chalérad (2014) et Dominique Schnapper (1992), auteur de la célèbre boutade « la France est un pays d'immigration qui s'ignore », l'immigration est source de recomposition permanente. En Côte d'Ivoire, elle pose la question des *étrangers* et leur répercussion sur les équilibres socio-politiques. Est étranger en Côte d'Ivoire, toute personne établie sur le sol ivoirien (exilé, immigrant ou réfugié) qui ne répond pas aux prescriptions du Code de la nationalité¹ tel que voté par l'Assemblée nationale le 1^{er} décembre 1961 et amendé par la Loi² n°72-852 du 15 décembre 1972. Mais dans le cadre de notre étude, *l'étranger* est circonscrit aux ressortissants des États sahéliens de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, Sénégal, Mauritanie, Burkina) et de la Guinée. À l'exception des Burkinabé, ces étrangers sont à 90% Musulmans et constituent 80% des non-nationaux (RGPH, 1998)

Cette étude, à la confluence de l'histoire socioculturelle et l'histoire politique met en exergue les traits de mentalité collective et la psychologie des peuples comme objets de reconfiguration permanente et facteurs de crises politiques au sein d'une nation. Cet article a pour but de décrypter les enjeux politiques et électoraux de la reconfiguration de la cartographie religieuse de la Côte d'Ivoire à l'épreuve de l'immigration sahélienne. C'est une étude déductive et inductive où les données s'alternent et se confrontent aux sources écrites, notamment les revues scientifiques (*Politique africaine*, *Afrique contemporaine* etc.), les périodiques (*Jeune Afrique*, *Fraternité Matin* etc.), sans oublier l'arsenal juridique ivoirien (*Code électoral*, *Code de la nationalité*, *Constitution ivoirienne*). Nous avons dégagé deux axes de recherche pour analyser l'objet d'étude. Nous présenterons en premier lieu l'immigration sahélienne comme un terreau fertile pour l'ascension de l'islam et le déclin du christianisme en Côte d'Ivoire. En second lieu, nous décrypterons

¹ Loi n°61-45, votée le 1^{er} décembre 1961, promulguée le 14/12/1961 et publiée au *Journal Officiel de la République de Côte-d'Ivoire* (JORCI), n°70 du 20/12/1961, p.1687.

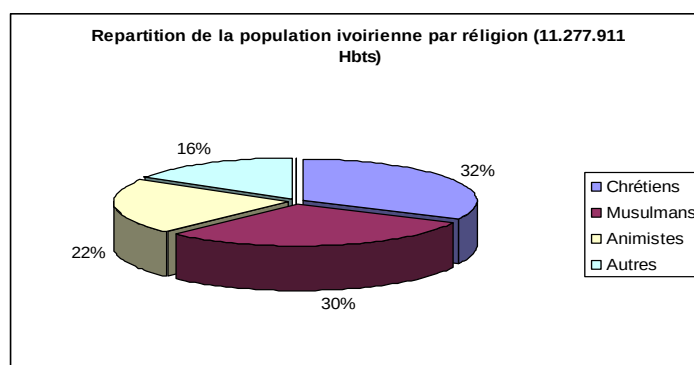
² Loi n°72-852, votée le 15 décembre 1972, Promulguée le 21/12/1972 et publiée au *Journal Officiel de la République de Côte-d'Ivoire* (JORCI), n°5 du 25/01/1973, p.13.

l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques par les acteurs de l'échiquier politique ivoirien.

1. La cartographie religieuse de la Côte d'Ivoire à l'épreuve des étrangers

1.1. Les rapports de force religieux en dehors de toute immigration

En Côte d'Ivoire, le christianisme supplante relativement l'islam en dehors de toute immigration. Le diagramme ci-dessous permet de décrypter les rapports de force entre ces deux religions.



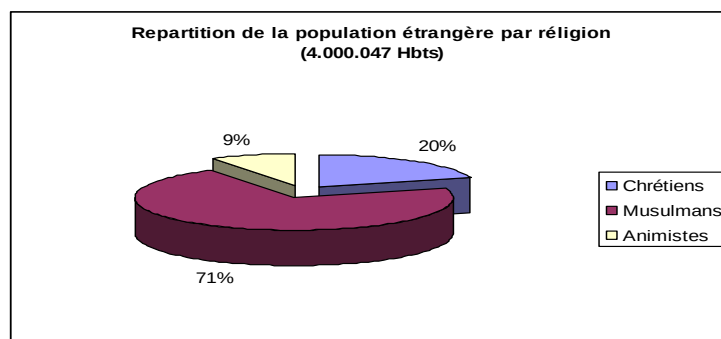
Sources : RGPH 1998. Conception Assouanga.

À l'analyse du diagramme, les chrétiens (32%) supplantent relativement les musulmans (30%) en dehors de toute immigration au sein de la population ivoirienne. Excepté quelques poches de résistance animiste en pays Sénoufo, rompu aux rites initiatiques du *poro*, le septentrion ivoirien est une zone à forte coloration musulmane. Au Centre Est de la Côte d'Ivoire, en pays en *Ando*, zone à forte obédience musulmane jouxtant les cités du Nord, les animistes sont plus enclins à l'islam qu'au christianisme. À l'exception des communautés du septentrion, dans la zone méridionale, lieu de prédilection des chrétiens, les animistes sont plus sensibles aux sirènes du christianisme que de l'islam. Certes, le prosélytisme religieux doublé d'actions sociales en direction des couches vulnérables de la société brise progressivement les tabous ainsi que les barrières ethniques et linguistes. Néanmoins force est de reconnaître que le christianisme et l'islam peinent à avoir une ascension fulgurante dans les communautés ivoiriennes qui leur sont traditionnellement insensibles. Ainsi, un regain d'adhésion à l'islam à Bouaké est

tributaire d'une présence massive des Malinké ou d'étrangers ouest africains qu'à une conversion massive des Baoulé originaires de la région du Gbèkè dont Bouaké est la capitale. La vitalité du christianisme dans une localité comme Kong ou à Odienné dénote de l'initiative des autochtones pionniers de ladite religion et des agents de l'État affectés dans le Nord du pays plutôt qu'une conversion massive des Malinké. Bref en dehors de toute présence étrangère en Côte d'Ivoire, les chrétiens, avec 32% de la population ivoirienne, sont relativement plus nombreux que les musulmans (30%). Cette relative ascension du christianisme a pour origine l'idylle entre les colons français et les missionnaires catholiques. Investis du devoir d'extirper les indigènes de l'animisme ou d'endiguer toute propagation de l'islam, les prêtres hexagonaux essaient la colonie d'Écoles Primaires Catholiques, socle de formation des premières élites ivoiriennes. Au lendemain de l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance en 1960, le Président Félix Houphouët-Boigny accorde une bienveillante attention à l'Église catholique en consolidant sa position de prééminence religieuse par le biais d'importants ouvrages (Cathédrale Saint Paul du Plateau, Basilique Notre Dame de la Paix etc.) dédiés à cette congrégation religieuse. Certes, le Président Félix Houphouët-Boigny, garant de la laïcité de la Côte d'Ivoire gratifiait la communauté musulmane de Mosquées (Mosquées de la Riviera Golf et de Yamoussoukro). Mais ces édifices religieux dédiés aux Musulmans n'avaient ni l'envergure de la Cathédrale du Plateau, ni le prestige de la Basilique de Yamoussoukro.

1.2. L'immigration un terreau fertile pour l'ascension de l'islam en Côte d'Ivoire

La ruée des étrangers sahéliens à majorité musulmans vers la Côte d'Ivoire bouleverse la hiérarchie religieuse au profit de l'islam. Le diagramme ci-dessous donne l'obédience religieuse desdits migrants.



Sources : RGPH 1998. Conception Assouanga

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1998, la Côte d'Ivoire laïque comptait sur une population totale de 16.470.588 habitants, 6.588.235 musulmans ; 4.776.470 chrétiens ; 2,8 millions d'animistes et près de 1,5 million adeptes d'autres religions. Sur les 6.588.235 musulmans, l'Institut National de la Statistique (INS) dénombre 4.684.235 étrangers soit 71,1% des effectifs et 1.805.176 Ivoiriens soit 27,4%.

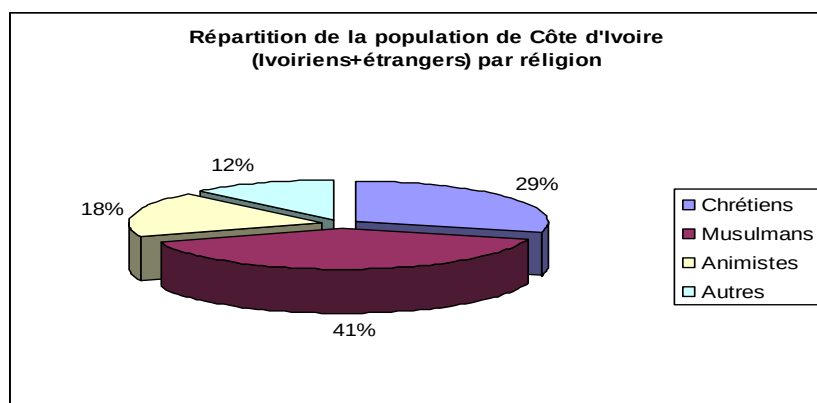
L'écrasante majorité des étrangers (90% sahéliens) en Côte d'Ivoire sont originaires de pays (Mali, Niger, Sénégal, Mauritanie, Guinée et Burkina Faso) à forte audience musulmane. Selon l'Institut National de la Statistique, 96,8% des Maliens résidant en Côte d'Ivoire sont musulmans, 91,0% Guinéens, 97,9% Nigériens et 93,3% Sénégalais. Bref, $\frac{3}{4}$ des étrangers (C. Bouquet, 2003, p. 5) résidant en Côte d'Ivoire sont Musulmans. Fait inédit, le nombre d'étrangers musulmans résidant en Côte d'Ivoire avoisine celui des fidèles chrétiens, soit 4.684.235 (musulmans étrangers) contre 4.776.470 (chrétiens ivoiriens). Le second facteur de l'ascendance de l'islam sur le christianisme en Côte d'Ivoire est relatif au taux de natalité exceptionnel (3,5%) des musulmans étrangers. Cette ascension de l'islam est aussi tributaire des taux marginaux des chrétiens (20%) et animistes (9%) au sein de la communauté étrangère. Ces chrétiens originaires de pays côtiers de l'Afrique de l'ouest (Ghana, Togo, Bénin, Libéria, Nigéria) sont moins enclins à l'immigration car leurs pays recèlent, à l'instar de la Côte d'Ivoire, d'immenses potentialités économiques. Comparativement aux pays sahéliens, ils disposent de gisements aurifères, pétroliers et ne sont sujets aux calamités naturelles (typhon, sécheresse invasion acridienne) préjudiciables aux cultures de rente comme le Café et le Cacao. L'arrivée de ces

K. L. Assouanga : Immigration, religion et schisme politique en Côte ...

chrétiens Ouest africains en Côte d'Ivoire est consécutive aux tribulations politiques (putsch, guerre civile) enregistrées dans leurs pays respectifs de 1960 à 1990 (I. B. Kaké, 1992, p. 45-48). Par le jeu de l'immigration, l'islam supprime progressivement le christianisme en Côte d'Ivoire.

1.3. *Le recul progressif du christianisme à l'épreuve de l'immigration*

Sous l'effet de l'immigration, l'islam connaît un essor prodigieux tandis que le christianisme décline. Le diagramme ci-dessous témoigne de l'impact des étrangers sur les rapports de force religieux au sein de la population ivoirienne.



Sources : RGPH 1998. Conception Assouanga

Selon le RGPH, la ruée des Sahéliens à 90% Musulmans entraîne un *recul substantiel* du christianisme qui décline de 32% à 29% soit une perte 3%. Corrélativement au *déclin relatif* à la limite de la *stagnation* du nombre de chrétiens, le taux des Musulmans connaît un *bon spectaculaire* en passant de 30% à 41% de la population soit une marge de progrès de plus 11%. En effet, l'islam connaît, sous l'effet de la poussée migratoire, un *regain de vitalité* passant de 30% à 41% de la population ivoirienne tandis que le christianisme décline de 32 à 30%. Mais cette ascension pourrait résulter du prosélytisme religieux doublé d'actions sociales à l'endroit des animistes et adeptes d'autres religions dont les taux déclinent respectivement de 22 à 18% et de 16 à 12%. Elle peut être aussi inhérente aux mariages interethniques. Par ailleurs, l'arrivée d'érudits de l'islam ou de maîtres coraniques du Mali, de la Guinée et du Sénégal entraîne une prolifération des

Madrasas et d'écoles coraniques financées par les monarchies du Golfe, le Maroc et la Turquie qui ont redynamisé l'islam en Côte d'Ivoire. De 1960 à 2010, l'exécutif ivoirien avait pensé qu'il s'agissait d'un « islam passif, un simple repli des familles pauvres vers une offre éducative qui semblait moins dégradée que l'école publique, qui coûtait moins cher et ne rejetait pas les élèves » (C. Bouquet, 2003, p16). Mais à l'orée des années 2000, la progression de l'islam par le biais de l'immigration est source d'inquiétude pour le régime d'Abidjan. Craints mais convoités par l'exécutif ivoirien, les musulmans font l'objet d'instrumentalisation politique.

2. L'instrumentalisation de la religion à des fins politiques en Côte d'Ivoire (2000-2010)

2.1. L'idylle entre le RDR et les Musulmans

En 1999, l'ex-Premier Ministre, Alassane Ouattara, contraint à l'exil à Paris par un mandat d'arrêt international affirme : « on m'empêche d'être candidat à la présidentielle parce que je suis du Nord et musulman » (F. Bailly, 2010, p. 2 ; L. Fofana, 2009, p. 114). Mécontent, Laurent Gbagbo, le leader du FPI, lui rétorque que « ce n'est pas bon pour un dirigeant politique de parler de religion, tout comme ce n'est pas sain pour des religieux de faire la campagne pour un homme politique » (J.A.E n° 314, 2000, p. 45). « On fait des amalgames. Les statistiques sont claires : globalement, les musulmans sont les plus nombreux dans l'ensemble de la population de Côte d'Ivoire. Mais si on ne tient compte que des nationaux, les chrétiens sont plus nombreux que les musulmans » (J.A.E n° 314, 2000, p. 45).

En s'appropriant le combat contre l'exclusion et de la xénophobie, Alassane Ouattara, le leader du RDR, se présentait comme la principale victime de l'ivoirité et le symbole de cette frange ethnique, religieuse et communautaire taxée d'étrangère et frappée d'apatridie en Côte d'Ivoire. Ainsi, l'amalgame a été fait entre l'éligibilité d'Alassane Ouattara et l'ivoirité, concept culturel censé fédérer les Ivoiriens. Pour les militants du RDR, « si Alassane n'est pas Ivoirien, nous ne le sommes pas non plus » (S. Bredeloup, 2003, p. 88). En surfant sur la religion, le leader du FPI poursuivait deux objectifs. Laurent Gbagbo cherchait la sympathie des chrétiens, important vivier électoral, en Côte d'Ivoire. Il voulait s'imposer comme le chef de file des Ivoiriens hostiles aux étrangers afin de supplanter le RDR après la

déchéance du PDCI du pouvoir en 1999. L'hostilité du FPI au droit de vote accordé aux étrangers est tributaire des amalgames entre étrangers et Dioula (Gour et Malinké de Côte d'Ivoire) proches de Ouattara. Dès lors, le concept de l'ivoirité³ attise de multiples oppositions réelles ou fausses : « Nord/Sud, chrétiens/musulmans, Dioula/étrangers » (S. P. Ekanza, 2007, p. 3). Affligé par les risques d'une crise communautaire, El Hadj Aboubacar Fofana, le porte-parole de la communauté musulmane crie son ras-le-bol :

Nous n'accepterons plus l'exclusion et l'humiliation. Dans les années 1940, nos parents se sont mobilisés pour Félix Houphouët-Boigny contre un des leurs, Sékou Sanogo, pourtant musulman. Nous n'avons regardé ni l'ethnie, ni la religion, depuis les années 1940 jusqu'à sa mort nous sommes restés fidèles à Félix Houphouët-Boigny. Depuis 1993, nous subissons des sentiments de haine, dans les bus, dans les bureaux, il y avait des policiers qui déchiraient nos cartes d'identité sous nos yeux, jusqu'en décembre 1999. Notre pays doit rester laïc, multiethnique, multiconfessionnel et multidimensionnel, car les musulmans sont présents dans tous les partis politiques (K. Mushana, 2000, p. 19-20).

Mécontent de l'immixtion du guide religieux dans le débat politique, Robert Guéi, Chef de la junte militaire, qui évinça le Président Bédié en 1999, somma les dignitaires musulmans d'« éviter de tenir des propos à tendance politique pendant leurs sermons » (L. Fofana, 2009, p. 127). Pour sa part, en se réclamant de l'islam, Alassane Ouattara s'affichait comme « le porte-flambeau des musulmans » (L. Fofana, 2009, p. 82) tout en sollicitant leur soutien dans son combat contre l'exclusion et la xénophobie. Cette opération de charme à l'endroit des musulmans a pour but de capitaliser les

³ Selon le président Bédié, « l'ivoirité a été détourné de son sens originel, par calcul politique et volonté de désinformer car il avait pour objet de forger une culture commune pour tous ceux qui vivent sur le sol ivoirien, étrangers comme nationaux (...), toutes les ethnies et toutes les régions confondues afin de créer un vaste mouvement d'intégration et d'assimilation pour qu'ils (...) se reconnaissent dans une synthèse culturelle et se sentent solidaires du destin de la Côte d'Ivoire » in Decraene Philippe, 2000, l'éviction du président Bédié : une revue des faits. In *Afrique contemporaine* n°193, p.5 ou cf Curdiphe, l'Ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du président Henri Konan Bédié. In *Ethnics*, Presse Universitaire d'Abidjan n°1.

suffrages de ces derniers en préludes aux joutes électorales. En réalité, l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques est anticonstitutionnelle car la Côte d'Ivoire est un pays laïc. Dans le titre II de la Constitution ivoirienne relatif à l'État et à la Souveraineté, l'article 30 stipule que « La Côte d'Ivoire est une et indivisible, laïque démocratique et sociale » (F. Zagbayou, 2011, p. 11). Ainsi, la loi fondamentale assure à tous l'égalité devant la loi, sans distinction d'origine, de race, d'ethnie, de sexe et de religion. De ce fait, aucune religion ne saurait avoir primauté sur une autre en Côte d'Ivoire.

En vérité, le RDR n'est pas le seul parti politique qui convoite les musulmans. Depuis Félix Houphouët-Boigny jusqu'à Laurent Gbagbo, tous les Chefs d'État ivoiriens ont été attentifs aux besoins des musulmans. Certes, l'islam ne bénéficiait pas de dotation budgétaire formalisée mais les fonds alloués au pèlerinage à la Mecque étaient faramineux. Selon la Direction Générale des Cultes, la dotation avoisinait les 13 milliards de francs CFA en 2009 (C. Mamadou, 2011, p. 20). Cette attention particulière avait pour but de contrôler les musulmans et de bénéficier, le cas échéant, de leur suffrage électoral. À défaut d'obtenir le soutien de l'ensemble des musulmans, les successeurs du Président Houphouët-Boigny divisaient ces derniers afin qu'ils ne soutiennent de façon unanime le RDR. El hadj Diaby Moustapha, Président du Conseil Supérieur des Imans (COSIM) était réputé proche du Président Bédié tandis qu'El hadj Idriss Koudous, Président du Conseil National Islamique (CNI), s'alliait au RDR d'Alassane Ouattara. Sous le régime de Laurent Gbagbo, les musulmans suspectaient Idriss Koudous d'avoir rallié le FPI tandis que Cheik Aïmar Boikary Fofana du COSIM était réputé pro-Ouattara. Bref, l'exécutif ivoirien redoutait que l'islam fasse le lit au terrorisme comme la secte Boko Haram au Nigéria. Outre l'islam, l'idylle entre le clergé et l'exécutif ivoirien participe de l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques.

2.2. Les accointances entre le clergé catholique et l'exécutif ivoirien

En 1990, à peine le multipartisme réinstauré que pouvoir et opposition se disputent la sympathie des guides religieux. Le Président Félix Houphouët-Boigny accordait une bienveillante attention à l'Église Catholique en la gratifiant d'importants ouvrages (Cathédrale Saint Paul du Plateau, Basilique Notre Dame de la Paix etc.). Contrairement aux autres congrégations religieuses, l'Église catholique bénéficiait

d'une ligne budgétaire officielle pour entretenir les prêtres et les édifices religieux. Preuve tangible de l'intérêt d'Houphouët-Boigny pour l'Église Catholique, le Nonce Apostolique, représentant du Saint siège ou du Vatican en Côte d'Ivoire, est le doyen du corps diplomatique accrédité en terre ivoirienne. À ce titre, le Nonce apostolique fait office de porte-parole des diplomates étrangers lors de la traditionnelle présentation des vœux du nouvel An au Chef de l'État ivoirien. En contrepartie, Évêques et Prêtres témoignaient soutien discret au Chef de l'État ivoirien et opposaient droit de réserve et neutralité politique envers toute requête de l'opposition. Happé par sa croisade politique contre Alassane Ouattara, le Président Bédié multiplie, sous son magistère, les opérations de charme à l'endroit des musulmans. Pour endiguer les allégations de xénophobe imputées à son régime par les militants du RDR, il gratifie les cadres du Nord de postes administratifs stratégiques. Le général Gaston Ouassénan Koné, puis Dibonan Koné nommés Ministre de l'Intérieur, Laurent Dona Fologo, Ministre de l'Intégration et de la Solidarité, Le Contre-Amiral, Mohamed Lamine Fadiga, Ministre de Mines et Energie, Le Professeur Saliou Touré Ministre de l'Enseignement supérieur, Monsieur Ouattara Gnonzié Directeur Général de la RTI etc. Inquiet de l'ascension du RDR dans le Nord de la Côte d'Ivoire, jadis bastion du PDCI, et des ambitions politiques de l'ex-Premier Ministre, Alassane Ouattara, le Président Bédié construit, par reflexe géostratégique, la Mosquée du Plateau afin de conquérir la sympathie des musulmans, immense vivier électoral proche de son rival politique.

Laurent Gbagbo accède au pouvoir le 26 octobre 2000 sous fond de polémique avec l'Église Catholique. En effet, l'ex-Chef de la transition militaire, le général Robert Guéi, réfugié dans les enceintes de la Cathédrale Saint Paul du Plateau, jouxtant sa résidence de l'indénié, aux premières heures de la crise militaro-politique du 19 septembre 2002, fut exfiltré, *manu militari*, du temple de Dieu et exécuté sommairement par ses ravisseurs. M^{gr} Bernard Aggrey, Archevêque d'Abidjan et Chef de l'Église Catholique de Côte d'Ivoire, aurait informé, dès le début des hostilités entre soldats gouvernementaux et insurgés, le Président Laurent Gbagbo, en visite d'État au Vatican, de la présence de Robert Guéi à la Cathédrale. Certes, pour lever toute équivoque, le prélat devait informer l'exécutif ivoirien du lieu de refuge et par ricochet réitéré au Chef de l'État

l'inviolabilité du temple de Dieu comme source de protection du fugitif dans une capitale en proie au combat. À charge à l'Église Catholique de remettre Robert Guei aux autorités ivoiriennes une fois l'ordre rétabli à Abidjan afin qu'elles le traduisent devant les juridictions pour faits incriminés. Mais pour l'exécutif d'Abidjan, mettre hors d'état de nuire l'un des principaux instigateurs de l'insurrection en cours avait primauté sur les dogmes et préceptes religieux. L'intrusion d'hommes en armes dans le temple de Dieu et le drame qui en a résulté a écorné les relations entre l'Église Catholique et le régime de Laurent Gbagbo. Dans son homélie du 1^{er} novembre 2000 à la Paroisse Saint Albert le Grand, l'Archevêque d'Abidjan, M^{gr} Bernard Aggrey a fait, comme une prémonition, un aveu qui témoigne de l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques :

Nous avons honte de certaines choses qui se sont passées. Nous regrettons nos fautes avec les hommes politiques qui ont commandité ce qui est arrivé. (...) Notre paix sociale est fortement menacée, ne nous voilons pas la face. Des chrétiens, des chrétiennes, des musulmans et des musulmanes, des adeptes de religions traditionnelles ont fauté gravement. Refusez de pactiser avec ceux et celles, hommes politiques et religieux, qui font un amalgame du politique et du religieux. (...) Détruire, brûler une mosquée ou une église est un sacrilège, c'est une faute impardonnable qui vous poursuivra toujours. Ne participez jamais à ces campagnes ignobles (F. Gaulme, 2000, p. 105).

Sur les cendres des polémiques entre le clergé et le régime de Laurent Gbagbo, les évangéliques enlèvent, dès 2003, aux catholiques l'ordre de bienséance au Palais présidentiel. Le Bishop Benjamin Boni de l'Église méthodiste unie de Côte d'Ivoire et le Pasteur Moïse Koré étaient des fervents partisans du Président Gbagbo. Ces alliances entre leaders politiques et chefs religieux sont guidées par l'argent (C. Mamadou, 2011, p. 20). Dans l'antichambre du Palais, loin des caméras et des micros se déroulent ces transactions sous forme de pots de vin. En contrepartie des largesses des hommes politiques, ces dignitaires religieux doivent obtenir de leurs fidèles un soutien indéfectible aux acteurs politiques. Qu'en n'est-il des accointances entre le FPI de Laurent Gbagbo et les chrétiens évangéliques ?

2.3. La collusion entre le FPI et les évangéliques

Le 26 octobre 2000, Laurent Gbagbo accède à la magistrature suprême. Le 19 septembre 2002, une crise militaro-politique ébranle son régime (M. Le Pape, 2003, p. 29-40). Pour y faire front et se prémunir de toute éviction, le Chef de l'État ivoirien organise la résistance. Sous l'influence de son épouse, Simone Gbagbo, fervente évangéliste, il s'entoure de Pasteurs, Bishops, Apôtres chargés de mener le combat spirituel face aux rebelles réputés mystiques et maléfiques. Grâce au soutien des dignitaires des Églises évangéliques, qui lui offrent les temples comme tribunes, Simone Gbagbo multiplie les séances de prières, de jeûnes et de dons dans les lieux de cultes afin de constituer pour le Chef de l'État une armée spirituelle contre la légion étrangère et les forces du mal notamment la France, la rébellion et les étrangers) (M. Koulibaly, 2004, p. 1). Puisant sa force de conviction dans la Bible en mettant en exergue le triomphe de David contre le Philistin Goliath, elle martèle « tu marches [rébellion] contre moi avec l'épée, la lance et le javelot ; et moi je marche [régime FPI] contre toi au nom de l'Éternel des armées » (I Samuel Chap. 17 vers. 45). Couverts d'espèces sonnantes et trébuchantes par le régime d'Abidjan, les Pasteurs, Bishop et Apôtres rivalisent en éloges et prophéties dithyrambiques au Président Laurent Gbagbo. Face au spectre des élections d'octobre 2010, les hommes de Dieu se sont investis pour mission de reconvertir leurs fidèles respectifs en électeurs potentiels du Président Laurent Gbagbo. Ainsi, les prédications dans les temples prennent l'allure de meetings politiques. Ces cultes sont l'occasion pour les dépositaires de la religion de couvrir Laurent Gbagbo de motions prophétiques et lui prédire un destin messianique. Chants, louanges, adorations, prières, bénédictions sont le menu des cultes que les Bishop, Pasteurs dédiaient au Chef de l'État.

Les ballets incessants des guides religieux au Palais présidentiel et les rencontres nocturnes à la résidence du Président Gbagbo étaient l'occasion où ces derniers esquivaient et éludaient volontiers les sujets susceptibles d'heurter les sensibilités de leur hôte. Ces rencontres étaient le lieu propice pour le Chef de l'État de solliciter le suffrage des hommes de Dieu et de leurs communautés respectives en prélude aux élections présidentielles⁴ de 2010. Pour faire droit aux requêtes du

⁴ Rapport de la Mission d'Observation électorale de l'Union Européenne de 2010.

Président Laurent Gbagbo, Pasteurs et Apôtres donnent l'ordre aux fidèles de se faire enrôler massivement sur les listes électorales, de retirer leurs cartes d'identité et leurs cartes d'électeurs indispensables à l'expression du suffrage universel et au report de voix au FPI. Lors de la campagne présidentielle, des spécimens de bulletins de vote furent distribués et des simulations de vote initiées dans les temples afin de capitaliser le vote des fidèles évangéliques à l'endroit du Président Gbagbo. Après la déchéance de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011, le Prophète Malachie, affirma détenir de songes divins et prémonitoires « Qu'une armée céleste rétablira Laurent Gbagbo dans ses fonctions de Chef de l'État trente-trois jours après son éviction ». Par ailleurs, la Conférence épiscopale, qui fait office d'instance de décisions chez les Catholiques, fut discrète et circonspecte dans son soutien à Laurent Gbagbo à cause de sa tutelle le Vatican qui prône l'impartialité dans les crises et conflits dans le monde et la bienséance du couple présidentiel à l'égard des Évangéliques. Cependant, les homélies de certains prêtres étaient teintées de colorations politiques. En sus, les demandes de messes de certains fidèles catholiques laissaient transparaître leur soutien au régime.

Conclusion

De l'époque coloniale (1893) à l'accession à l'indépendance (1960), le catholicisme avait valeur de religion d'État en Côte d'Ivoire. Sa mission était de soustraire les indigènes du joug l'animisme avec ses autels et rituels de sacrifice par le rachat de leur âme. En sus, le catholicisme se prêtait comme une religion alternative à l'islam que le colon français rechignait. Les missionnaires catholiques alternaient foi divine et éducation pour convaincre les indigènes. Sous le magistère du Président Félix Houphouët-Boigny (1960-1993), l'Église catholique conserve sa place de prééminence à cause de la bienveillance du Chef de l'État pour cette congrégation religieuse. Mais sa politique d'immigration libérale, axée l'apport de main d'œuvre étrangère pour la construction de blocs agro-industriels et l'exploitation des massifs forestiers du pays entraîne par effet domino une inversion des rapports de force religieux au profit de l'islam. Par le jeu de l'immigration, l'islam connaît un bon spectaculaire en passant de 30% à 41% de la population active tandis que le christianisme subit un recul relatif en déclinant de 32% à 29%. De 1990 à 2010, la rudesse du combat politique consécutif à l'instauration

K. L. Assouanga : Immigration, religion et schisme politique en Côte ...

du multipartisme, la scission du PDCI avec la création du RDR, l'érection de l'ivoirité en concept, le putsch de 1999 ainsi que la crise militaro-politique de 2002, ont servi de terreau fertile pour l'instrumentalisation des religions à des fins politiques en Côte d'Ivoire (J. P. Dozon, 2000, p. 13-23). En vérité, cette instrumentalisation suscitée ou orchestrée qui met en péril la nation, s'apparente à une stratégie de conquête ou de conservation du pouvoir d'État. En somme, les musulmans en Côte d'Ivoire sont source d'anxiété politique que de convoitise électorale pour l'exécutif ivoirien de 1990 à 2010.

Sources et Bibliographie

Sources juridiques et statistiques

Loi n°90-1529 du 6/11/1990, portant modification de la Constitution ivoirienne.

Loi n°61-45 du 01/12/1961, portant Code de la nationalité promulguée le 14/12/1961 et publiée au *Journal Officiel de la République de Côte-d'Ivoire* (JORCI) n°70 du 20/12/1961.

Loi n°72-852, votée le 15 décembre 1972 modifiant le Code de la nationalité, Promulguée le 21/12/1972 au *JORCI* n°5 du 25/01/1973, p13.

Loi n°2000-523 du 1^{er} août 2000 portant Constitution de la Côte d'Ivoire.

Loi n°94-642 portant Code électoral du 8 décembre 1994.

Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat (RGPH, 1965, 1975, 1988, 1998).

Rapport de la Mission d'Observation Electorale de l'Union Européenne (MOEU).

Bibliographie

BOUQUET Christian, 2005, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire*, Paris, Armand Colin.

----, 2003, « Le poids des étrangers en Côte-d'Ivoire », in *Annales de Géographie*, n°630, 2003 (b), p. 115-145.

BLANC-CHALERAD Marie-Claude, 2014, *les travailleurs immigrés en quête d'autonomie*, Paris, la Découverte.

- BREDELOUP Sylvie, 2003, « L'étrange destin de l'étranger en Côte-d'Ivoire » in *Revue Européenne des Migrations Internationales* vol n°19, n°2, p. 85-113.
- DOZON Jean Pierre, 1997, « L'étranger et l'allochtone en Côte d'Ivoire », in B. Constamin et H. Memel-Foté (dir.), *Le modèle ivoirien en question. Crises, ajustement et recompositions*, Paris, Karthala.
- , 2000 « La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité » in *Afrique contemporaine* n°193, p. 13-23.
- , 2000 « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethno nationalisme » in *Politique africaine* n°78, p. 45-62.
- EKANZA Simon Pierre, 2007, *Côte d'Ivoire : de l'ethnie à la nation, une histoire à bâtir...*, Abidjan, Les Éditions du CERAP.
- GAULME François, 2000, Côte d'Ivoire : la logique des urnes et celles de la violence. In *Afrique contemporaine* n°196 du 4 trimestre, p. 105.
- CREAP, 88p.
- KAKE Ibrahima Baba, 1987, *Sékou Touré, le héros et le tyran*, Paris, Groupe Jeune Afrique ;
- , 1992, *Encyclopédie Afrique Jeunes, Les grandes dates*, Lomé, Éditions AMI.
- TOPKA Jacques Lépé, 2006, *Côte d'Ivoire : l'immigration des Voltaïques (1919-1960)*, Abidjan, Les Éditions du CERAP.
- KOULIBALY Mamadou (2003), *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Abidjan, Refondation.
- FOFANA Lémassou., 2009, *Côte d'Ivoire, la longue marche du RDR*, Paris, Éditions Sépia.
- LE PAPE, 2003, « les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003 » in *Afrique contemporaine*, n°206, p. 29-40.
- SCHNAPPER Dominique, 1992, *L'Europe des immigrés, essai sur les politiques d'immigration*, Paris, François Bourin.
- TOURE Moriba, 2000, « Immigration en Côte d'Ivoire : le seuil tolérable relève de la xénophobie » in *Politique africaine* n°78, p.82.

NTELA N° 03, Vol. 1, Janvier – Juin 2022

Dans les textes de ce volume, quelles qu'en soient les approches et les orientations choisies, les auteurs s'intéressent aux sociétés africaines d'hier et d'aujourd'hui, dans leur variété identitaire, leur complexité phénoménologique et leur diversité culturelle. Tout cela pour dire que l'Afrique est une et plurielle. Les problématiques saillantes y tournent autour du développement socioculturel et économique, des religions, des croyances, de leur incidence sur l'environnement socioculturel et sur les questions d'altérité. En félicitant les auteurs pour cet investissement spirituel et intellectuel, *Ntela* souhaite une bonne pérégrination savante à ses lecteurs

Contributeurs : Komla Fademe, Sophiatou Seidou, Laurent Abé Abé, Kouakou Laurent Assouanga, Expédit Wilson Vissin, Djénan Marie Angèle Karamoko, Aris Cristel Kibamba Kikoulou, Koudou François Ozoukou, Kadio Mathieu Angaman, Liliane Dalis Atoukam Tchefenjem, Tiécoura Hamed Coulibaly, Yves Romaric Goli Kouassi, Anselme Mbemba-Mpandzou, Wend-Vénègda Arsène Dipama, Nome Rose De Lima Essoh, Armand Brice Ibombo, Marc Sohounnon, Founignigué Robert Ouattara, Serge Rufin Kaya Bilala, Koffi Joachim Kotchi, Joseph Zidi, Loukou Bernard Koffi, Cintia Karen K. A. Ahouandogbo, Ayoub Lawani, Bertin Gualbert Mbani, Ali Diabiguile, Bazoumana Diarrassouba, Karidia Diomandé, Souleymane Kéïta, Belko Ouologuem, Etanislav Ngodi, Diakaridja Ouattara, Nacouma Augustin Bomba, Eric Pete, Yao Marcel Kouakou, Yéboué Stéphane Koissy Koffi, Hilaire S. Aimade, Emile Y. Atiye, N'guessan Julien Kouamé.

Infographie : Dreid Miché Kodja Manckessi

ISSN : 2789-3588